

**LA
RÉVOLUTION
ÉNERGÉTIQUE,
UNE CHANCE
POUR SORTIR DE LA CRISE**

Du même auteur :

Tout voiture, no future, L'Archipel, 2007.

La planète brûle, où sont les politiques ?, Hoëbeke, 2011.

DENIS BAUPIN

LA RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE, UNE CHANCE POUR SORTIR DE LA CRISE

Couverture : Thierry Oziel

Maquette : Stéphanie Lebasard

Ce livre a été imprimé sur papier recyclé Cyclus Offset.

© Les petits matins, 2013

31, rue Faidherbe, 75011 Paris

www.lespetitsmatins.fr

ISBN : 978-2-36383-084-5

Diffusion Seuil

Distribution Volumen

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

{ LES Petits matins }

9	Introduction La crise est structurelle, pas conjoncturelle ! Traitons-la comme telle
15	Première partie Assumer le bon diagnostic : les vieilles énergies provoquent et aggravent la crise
51	Deuxième partie La sobriété et l'efficacité énergétiques, premier gisement d'énergie
75	Troisième partie Le second gisement d'indépendance énergétique : les énergies renouvelables
97	Quatrième partie Réussir la transition énergétique
145	Conclusion Faire le choix de la robustesse
151	Bibliographie
157	Remerciements

*À Emma et aux bouts d'chou qu'elle porte,
à mon merveilleux petit Gabriel.*

*Pour eux et tous les autres, nous avons
la responsabilité de construire
un futur désirable.*

**LA CRISE EST STRUCTURELLE,
PAS CONJONCTURELLE !
TRAITONS-LA COMME TELLE**

C'est entendu : nous sommes en crise. Notre économie est en crise, notre pays est en crise, notre continent est en crise ; et pour le dire simplement, le monde entier est en crise. D'ailleurs, d'aussi loin que je me souviens, nous avons toujours été en crise, ou presque.

Cela a vraiment commencé en octobre 1973, lors du premier choc pétrolier. Tout à coup, le prix de l'énergie a explosé, et l'inexorable marche en avant du progrès industriel s'est enrayée. La crise est entrée dans notre vocabulaire pour ne plus jamais en ressortir.

Dès cet instant, une cause majeure de vulnérabilité de notre modèle de développement aurait dû nous sauter aux yeux : un système aussi «énergivore», reposant sur des ressources en quantité limitée, dans un monde où chaque pays voulait progressivement accéder

au même niveau de vie, ne pouvait qu'entrer durablement en crise. Visionnaire, le rapport Meadows du Club de Rome, *Halte à la croissance ?*, publié un an plus tôt, ne disait pas autre chose.

Mais l'alerte n'a pas suffi. Pour les industriels bénéficiaires des Trente Glorieuses, magnats d'un marché énergétique générateur de profits exponentiels, mais aussi des politiques en manque d'imagination et de vision, la poule aux œufs d'or était trop belle pour oser une remise en question salutaire. Les campagnes de publicité prônant la « chasse au gaspi » ont vite été mises au rancart au profit d'une recherche effrénée de toute autre source d'énergie bon marché, afin de nourrir l'insatiable bête productiviste et consumériste.

En France, cette course a pris une forme atypique : un gigantesque programme électro-nucléaire supposé nous garantir l'indépendance énergétique. Quelle que soit l'opinion de chacun sur les dangers insensés de cette industrie, force est de constater quarante ans plus tard que l'objectif (le leurre ?) est loin d'être atteint. Malgré un taux unique au monde de dépendance à une seule technologie pour son électricité (78 %), la France importe annuellement pour plus de 60 milliards d'euros de produits pétroliers et gaziers, représentant 90 % du déficit de sa balance commerciale ! Et cette situation ne cesse de se dégrader.

Force est de constater que la « sortie de crise » tant promise n'est pas venue. De plans de relance en chocs de compétitivité, de recapitalisation des banques en privatisations, d'allègements fiscaux pour les hauts revenus en reculs de l'État providence (« Les caisses sont vides »), à chaque redécouverte de la crise – au lendemain de l'accalmie provisoire obtenue à force de milliards injectés et de licenciements massifs imposés –, on a appliqué avec obstination les mêmes recettes pour tenter d'y remédier, ou du moins en donner le sentiment.

La dernière prise de conscience, celle de 2008, est emblématique : c'est encore un nouveau choc pétrolier qui la provoque. Les ménages américains, les plus pétro-dépendants au monde, incapables de faire face à leurs dettes immobilières, déclenchent la crise des subprimes, mettant ainsi à nu l'un des nombreux systèmes inventés par les économistes pour simuler à l'infini une croissance et une consommation disparues depuis longtemps, uniquement nourries de bulles qui explosent à la figure des plus fragiles et vulnérabilisent l'ensemble de l'économie. Bilan : une nouvelle purge de plusieurs milliers de milliards de dollars, empruntés à nos enfants, pour nous offrir un sursis.

Mais la plus grave de ces bulles est ailleurs. C'est la dette que nous contractons vis-à-vis de la planète et des générations futures : dérèglement

climatique, épuisement des ressources, destruction de la biodiversité, pollutions chimiques et radioactives, etc., notre génération vit de plus en plus sur un crédit mortifère. Notre empreinte écologique a depuis longtemps dépassé les limites soutenables et ne cesse de s'accroître¹.

Non seulement nous détruisons le patrimoine sur lequel nos enfants et petits-enfants devront fonder leur propre économie, et donc leur vie, mais les impacts régressifs sur l'économie mondiale de cette prédation se font chaque jour plus lourds : prix des matières premières en augmentation, réparation des catastrophes dites « naturelles », voire, pour les plus puissants, effort de guerre pour s'accaparer les dernières réserves, privant les budgets publics de ressources plus utiles ailleurs.

Penser la crise plutôt que la panser

Et si, depuis quarante ans, nous avons tout faux ? Et si la crise n'était pas conjoncturelle, mais bien structurelle ? Et si nous n'avions cessé de tenter de traiter ses symptômes et non la cause de la maladie ? Et si, à force d'administrer les mauvais traitements, nous ne faisons qu'aggraver le problème ?

1. D'après le Footprint Network, la consommation annuelle de l'humanité a dépassé dès les années 1970 les ressources offertes par la planète. À l'heure actuelle, nous consommons l'équivalent des ressources d'une planète et demie par an.

Tant que les seuls écologistes prétendaient que nous allions dans le mur, il était de bon ton de les traiter d'oiseaux de mauvais augure. Mais, désormais, ce sont des organismes très sérieux comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ou la Banque mondiale qui nous enjoignent d'engager très vite les réformes structurelles qui s'imposent.

La bonne nouvelle, c'est que cette mutation n'est pas forcément un parcours sacrificiel supplémentaire. Elle constitue au contraire une formidable opportunité, celle d'une révolution énergétique, informationnelle et même civilisationnelle, comme l'humanité en a connu plusieurs (invention de l'écriture, Renaissance, révolutions industrielles).

Au cœur de cette révolution est l'énergie, sa consommation, sa production, sa préservation, non pas seulement en tant que telle, mais aussi en tant qu'emblème de notre rapport au monde et aux autres. La transition énergétique amorcée dans de nombreuses parties du globe montre qu'un chemin existe, fondé sur des technologies matures et sans régression de qualité de vie, qui non seulement préservent notre environnement et les grands équilibres planétaires, mais réduisent aussi les injustices sociales et contribuent même à refonder une économie prospère – non plus une économie

prédatrice au profit de quelques-uns, mais partagée, décentralisée, « durable ».

Ce livre est loin d'être exhaustif. Il emprunte à nombre de précurseurs (le collectif Négawatt, Amory Lovins, Jeremy Rifkin, Global Chance, le travail de nos experts écologistes...), qui m'ont confirmé dans ce que j'ai moi-même éprouvé par mon action concrète d'élu local pendant onze ans à Paris. Ils ont étayé mes intuitions et mon expérience d'un travail technique et scientifique précis et complet.

Sur la base des engagements pris par le président de la République et la majorité nationale (priorité à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, réduction d'un tiers du nombre de réacteurs nucléaires d'ici à 2025, en commençant par Fessenheim), nous, politiques, avons la responsabilité de sortir du conformisme intellectuel qui stérilise nos grands choix énergétiques, et de permettre la participation du plus grand nombre à ces choix qui nous engagent pour longtemps. Aujourd'hui, s'il est une conviction qui m'anime, c'est bien celle que la transition énergétique ne se limite pas à un cénacle d'experts, mais doit faire l'objet d'une appropriation citoyenne. J'espère ainsi y contribuer.

C'est là un enjeu écologique majeur. C'est aussi une condition impérative et une chance exceptionnelle pour sortir de la crise.

PREMIÈRE PARTIE
ASSUMER LE BON DIAGNOSTIC :
LES VIEILLES ÉNERGIES PROVOQUENT
ET AGGRAVENT LA CRISE